

Non aux deux initiatives dommageables pour le pays, Oui au contre-projet

Berne, 12 novembre 2010

Communiqué

Non aux deux initiatives dommageables pour le pays, Oui au contre-projet

Appel des présidents du PLR et du PDC à moins d'émotion et plus d'efficacité

Deux semaines avant les votations du 28 novembre, les présidents du PLR et du PDC, Fulvio Pelli et Christophe Darbellay dénoncent une nouvelle fois l'arbitraire des deux initiatives lancées par les deux partis gouvernementaux UDC et PS. Les deux propositions sont dommageables pour notre pays.

Qui est expulsé, qui peut rester ? Le PLR et le PDC démontrent par le biais d'une affiche combien l'initiative sur le renvoi est lacunaire et conduirait à des aberrations. Ainsi, un enfant de 11 ans qui aurait commis un vol avec effraction de 200.- se verrait expulsé tandis qu'un adulte de 34 ans, coupable de lésions corporelles graves, ne pourrait être renvoyé. Notre contre-projet, ferme mais juste, permet en revanche de rétablir la justice dans ces deux cas.

L'initiative pour l'harmonisation fiscale du PS, quant à elle, aurait des conséquences dévastatrices pour la Suisse. 16 cantons seraient touchés de plein fouet par l'initiative du PS, les autres le seraient indirectement. Le PS prétend n'attaquer que les hauts revenus, mais en réalité, c'est l'ensemble de la population qui en subira les effets et plus particulièrement la classe moyenne et les entrepreneurs. Enfin, cette initiative s'attaque au fédéralisme en mettant à mal l'autonomie des cantons et des communes. Aujourd'hui plus que jamais, une augmentation de l'imposition affaiblirait l'économie et menacerait les emplois. Le PLR et le PDC soutiennent donc le contre-projet et rejettent les deux initiatives qui font appel à l'émotion, sans proposer de solutions efficaces.

Contacts:

• Fulvio Pelli, présidente du PLR, 079 230 02 03

• Christophe Darbellay, Présidente du PDC, 079 292 46 11

• Marianne Binder, Responsable de la communication du PDC, 079 686 01 31

• Noé Blancpain, chef de la communication du PLR, 078 748 61 63

• Philippe Miauton, secrétaire romand et porte-parole, 079 277 68 41